

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 191

Artikel: Nanterre en Gruyère
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016084>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nanterre en Gruyère

La clôture de l'École secondaire de Bulle a été marquée par une série de décisions arbitraires des autorités qui ont provoqué de profonds remous : interdiction à l'atelier-théâtre de présenter sa création, démission immédiate du professeur responsable de ce spectacle, protestation de dix-huit de ses collègues et, dernier épisode mais non le moindre, congédiement du père Benjamin, capucin et gardien du couvent de Romont, à qui l'on reproche notamment d'avoir pris fait et cause pour l'animateur de l'atelier-théâtre. Le préfet a déjà annoncé pour la fin du mois une conférence de presse sur le thème prometteur : choisir une école secondaire ou « Nanterre ». Après la lettre ouverte à Léon Mornod (hydrologue à Bulle) adressée à l'Evêché et au Conseil d'Etat, tentons de faire le point.

1. La loi sur l'enseignement secondaire

L'enseignement secondaire fribourgeois, loin d'être centralisé, repose au contraire sur des bases multiples. Cette diversité pourrait se révéler positive si elle permettait aux uns et aux autres de promouvoir des expériences individualisées. Dans l'état actuel des choses, elle est fort regrettable car elle favorise et entretient un climat féodal et des coteries locales qui bénéficient d'une véritable main-mise sur l'orientation pédagogique de l'enseignement secondaire.

C'est au comité d'école en effet qu'il appartient de surveiller les collèges secondaires de district, organisme tous azimuts, puisque siègent en son sein le préfet, l'inspecteur scolaire, un ou deux membres désignés par le conseil communal du siège de l'école, suivant l'importance de son apport financier, et deux ou trois membres des

communes du district nommés par le Conseil d'Etat sur proposition du préfet.

2. L'interdiction du spectacle de l'atelier-théâtre

En interdisant aux élèves de l'école secondaire de la Gruyère de présenter leur spectacle, le comité d'école a nettement pris une décision arbitraire, contraire à l'équité et grave de conséquences sur le plan de la liberté d'expression. En qualité d'animateur de l'atelier-théâtre, Jacques Cesa avait monté une représentation sur les thèmes de la guerre, de l'argent, de la justice, de la pollution, du bruit et de l'environnement. Son initiative, très positive du point de vue pédagogique, s'inscrivait dans le cadre d'un programme de développement de l'expression théâtrale et artistique des élèves. Pourquoi la censurer ? De plus, comme l'affirme Léon Mornod, en interdisant ce spectacle sans même l'avoir vu préalablement, le comité de l'école a failli à son devoir le plus élémentaire et a cédé à des dénonciations calomnieuses.

Les explications du préfet, publiées dans *La Liberté* du 11 août 1972, nous paraissent faciles et dérisoires face à une violation aussi flagrante de la procédure : « Conscients de leurs responsabilités vis-à-vis des enfants et des familles de ce pays, les responsables de l'École secondaire de la Gruyère ont fait ce choix courageusement, parfois douloureusement. Ils ont légitimement estimé

que les énormes moyens financiers mis généreusement à disposition par les collectivités publiques, donc les contribuables, ne devaient pas être détournés de leur destination, à savoir l'éducation et l'instruction de notre jeunesse, sa formation et sa préparation à son avenir. Ils ont voulu que l'ordre et l'autorité règnent au sein de l'école. »

D'où vient la violence ?

A propos de la lettre ouverte de Léon Mornod, le chroniqueur fribourgeois de *La Suisse* fait la remarque suivante : « Hélas, par ses outrances, M. Mornod a enlevé tout mordant à ses questions. La démesure a engendré le néant. » En réalité, M. Gremaud, si démesure il y a, elle est bien plutôt dans l'arbitraire et l'illégitimité de la décision prise par le comité d'école, en violation flagrante de la liberté d'expression et du droit d'être entendu. Le corps professoral lui-même s'est plaint de n'avoir pas été consulté dans une question de cette importance.

Quant à la formule de Léon Mornod sur laquelle chacun ironise, une école « où les élèves parlent et les maîtres apprennent à se taire », il est trop facile de l'isoler de son contexte où l'accent est mis sur les échanges, le dialogue, la collégialité, l'ouverture. Ce que l'on veut à tout prix empêcher à Bulle, c'est l'éclosion d'une pédagogie nouvelle.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Aussi important que 1291

La vague motocycliste a atteint la Suisse et le *Sonntags Journal* rappelle que ce qui était, il y a peu, le véhicule des contestataires est devenu un engin sportif populaire et, par conséquent, une bonne affaire pour le commerce : prix de 2250 à 14 900 francs en Suisse. Le même magazine, sous

la plume de Hans Fleig, consacre un article à Mgr Mamie. Retenons cette définition : « Un homme de la Renaissance d'origine aristocratique, habitué à commander et croyant à son autorité donnée par Dieu ».

Dans les profils de la semaine, celui du directeur de l'Hôpital cantonal vaudois, M. Raymond Gafner, en qui certains voient le successeur d'Avery Brundage à la tête du CIO.

Dans la tribune de la *Weltwoche*, Daniel Roth,